



N° 81/01 - 26 janvier 1981

LE SHI'ISME DANS LES LUTTES NATIONALES EN IRAN

Chahrokh VAZIRI
Institut de Science Politique
Lausanne, Février 1980

Lors de l'invasion par les armées arabes musulmanes, au VII^e siècle, l'empire iranien passait par une phase de dégénérescence et de révolte.

L'empire des Sassanides, comme celui des Achéménides, constituait un Etat où le despotisme impérial coiffait une bureaucratie administrative et militaire corrompue et arrogante. Dans cet empire où la sécheresse permanente et la nécessité de l'irrigation artificielle conféraient à l'Etat-Roi un pouvoir politique et économique sans limite, la grande majorité de la population souffrait de l'exploitation et de l'oppression. Les communautés paysannes étaient contraintes de verser un impôt agricole à l'Etat-Roi en échange des "services" que ce dernier devait leur rendre, comme par exemple la construction des réseaux de canaux d'irrigation ("Ghanat"), des réseaux routiers, des barrages, la protection militaire, etc. C'est l'accumulation de cette rente agricole qui constituait la base du pouvoir despotique des shahs sassanides, comme d'ailleurs des autres dynasties jusqu'au début du XX^e siècle. Face au pouvoir despotique du shah, les communautés paysannes, tribales et artisanales, conservaient une cohésion rigide les rendant capables de résister à toute invasion étrangère et de "supporter" le poids du despotisme. L'idéologie nationaliste résultant de cette cohésion devenait un instrument efficace dans la lutte contre les valeurs imposées de l'extérieur.

La question qui se pose alors est de savoir pourquoi ces Iraniens n'ont pratiquement pas résisté à l'invasion arabe, et bien plus, pourquoi ils ont accueilli les envahisseurs à bras ouverts.

Comme je l'ai déjà souligné, sous la dynastie sassanide, et notamment sous le dernier roi de cette dynastie, le despotisme, la corruption et la militarisation de la société avaient atteint des sommets, et ce au détriment de la vie et des biens de la plus grande partie de la population laborieuse. Non seulement l'Etat-Roi ne parvenait plus à s'acquitter de ses tâches économiques, ce qui provoquait la détérioration de la situation agricole et du niveau de vie des paysans, mais encore il dilapidait cette richesse en augmentant les fortunes personnelles des rois.

Mais concurremment à l'enrichissement du shah-despote, qui se prétendait "un homme immortel parmi les dieux, et un dieu très illustre parmi les hommes, le possesseur d'une renommée sublime, celui qui se lève avec le soleil et donne à la nuit ses yeux", les paysans et artisans étaient écrasés sous le poids des impôts et des taxes de toute sorte. En outre, le despotisme des shahs allait de pair avec leur cruauté, non seulement envers la population, mais encore à l'endroit de leurs proches. C'est ainsi que sur l'ordre du roi Bahram 1er (271-275 ap. J. C.), Mâni, le prophète fondateur de la

religion manichéiste, "fut attaché à la croix et sa peau empaillée fut suspendue à l'une des portes de Gôndêsâpûr...

Tel était le climat de répression à la veille de l'arrivée des armées de l'Islam ; et c'est là la raison pour laquelle la population, qui n'avait pas oublié les massacres des opposants au despotisme, a accueilli les conquérants en libérateurs.

Le despotisme, la corruption et l'injustice du dernier roi sassanide, amenèrent les masses à ne pas résister face à l'invasion arabe. Un deuxième facteur, aussi important que la répression et le mécontentement de la population, est la participation de plusieurs intellectuels et savants iraniens, ou de culture iranienne, à l'élaboration, au développement et à la propagation de l'idéologie de l'Islam.

Les Iraniens acceptèrent donc les envahisseurs, les accueillirent tout d'abord comme des libérateurs, et adoptèrent l'Islam comme une religion libératrice. Mais très vite, la cohésion et l'imperméabilité culturelle, ainsi que les modes d'existence de la société asiatique iranienne aboutirent à l'adoption d'un Islam transformé, pouvant être intégré aux habitudes et aux coutumes du peuple, et servant à renforcer la cohésion et l'unité nationale dans un empire éclaté du fait de l'absence d'une autorité centrale, et à renforcer le "nationalisme" des conquies face à la pénétration arabe. Un fait significatif contribua aussi à cette iranisation de l'Islam : l'Imam Hassan, le petit-fils du prophète, épousa la fille du dernier roi sassanide. Ainsi ses fils furent considérés comme les héritiers de l'empire persan. Aubin écrit à propos de cette iranisation de l'Islam : "Après la conquête arabe, le shi'isme restitue la nationalité persane... le shi'isme offrit une expression à cette nationalité qui s'obstinait à survivre, il fit une nation compacte du peuple le plus divers d'Asie moderne et, à défaut d'autre ressource, l'idée persane se réincarne sous une forme religieuse" (Eugène Aubin, La Perse d'aujourd'hui, Paris, 1908, p. 150).

Ainsi, l'Islam shi'ite se combina avec la culture nationale persane et intégra également les principes de base des religions antérieures de l'empire. Du manichéisme, il retint la dialectique selon laquelle existent dans la nature et dans l'homme deux principes (âmes) contraires, éternels et irréductibles : le Bien et le Mal, la Lumière et les Ténèbres. Le détenteur du premier serait Dieu, et celui du second serait le Démon. Les mêmes principes se retrouvant dans le Mazdakisme, qui prêche la justice et l'égalité entre les hommes, et on les rencontre également dans la religion officielle de la Perse de cette époque, le zoroastrisme, sous la forme de la lutte entre Ahouramazda (Dieu) et Ahriman (Démon). Mais comme c'étaient essentiellement les masses opprimées de l'empire sassanide qui avaient accepté l'Islam "étranger" et l'avaient persanisé, dès que ces masses se trouvaient dans une situation de lutte contre le despotisme et la corruption des Sassanides, l'Islam devenait une arme de cette lutte des masses contre le despotisme des rois ; et ce d'autant plus que, non seulement, la population n'avait pas encore oublié les massacres des Mazdakis, mais encore que la religion officielle de l'empire, le zoroastrisme, était devenu un instrument idéologique entre les mains des despotes. Par conséquent, l'originalité du shi'isme est l'interpénétration de l'Islam et de la culture, des coutumes et du nationalisme iraniens.

Qu'est-ce que le shi'isme ?

Le shi'isme (de Shîa: adepte authentique) se distingue du sunnisme (de Sunna : traditions. Ils forment la grande majorité des musulmans) essentiellement par des divergences sur la succession du Prophète Mohammed.

Il existe dans l'Islam deux procédés pour résoudre la question de la succession à la direction de la société : le testament, ou le "Beiât" (il s'agit d'un référendum sans votation).

Or, le prophète aurait, d'après quelques hadiths, désigné, de son vivant, le jour de Ghadir, Ali, son cousin et son gendre, comme son successeur car Ali et ses partisans furent les premiers convertis à l'Islam et les premiers compagnons du prophète. Toutefois, après la mort de Mohammed, Abou-Bakr se mit à la tête de la communauté au moyen du "Beiât", arguant le fait de son appartenance à la tribu du prophète. Avec Abou-Bakr débuta le cycle des califats. Après lui, ses successeurs Omar et Othman s'efforcèrent d'instaurer un régime qui, selon les shi'ites, s'éloignait de l'idéal de justice et d'égalité prêché par le prophète. Ce fut après la mort d'Othman et à cause du mécontentement provoqué par son califat qu'Ali fut porté au pouvoir comme calife. Il s'efforça d'instaurer un gouvernement islamique, et commença à s'attaquer à l'aristocratie constituée à l'époque d'Othman. Au cours de cette lutte, il affronta Moâwieh, de la tribu Baniomayeh qui, à l'époque d'Othman, avait été nommé gouverneur de Syrie, et qui voulait étendre son pouvoir sur le reste de la région. Après cinq ans de règne, Ali fut

assassiné en 662, et son fils Hassan fut nommé calife par les gens de Médine ; il dut abandonner le pouvoir après quelques mois. C'est ainsi que Moâwïeh parvint à instaurer un régime islamique despotique qui dura jusqu'à l'an 750.

La lutte des partisans d'Ali contre l'"illégitimité" du pouvoir des califes constitue la base de l'opposition des shi'ites aux sunnites. Pour les shi'ites (les légitimistes de l'Islam selon Vincent Monteil) seul Ali est considéré comme successeur légitime du prophète. Et c'est avec Ali que commence le cycle de l'"imamat". Le terme "imam" signifie "guide" et "celui qui est debout" ; il provient du mot "ommat" qui signifie "communauté musulmane". "Imamat" est le substantif d'imam. Comme le remarque Aubin : "En face d'un calife d'institution temporelle, le shi'isme plaçait un imam d'institution divine".

Ainsi, si le calife est un homme comme les autres, l'imam participe de l'infaillibilité du prophète. Aux dogmes de l'Islam sunnite qui sont l'unicité de Dieu, la révélation et le jugement dernier, le shi'isme ajoute, non seulement l'imamat, mais encore la justice. Chacun des douze imams qui succèdent (en théorie) au prophète représente un idéal type, unissant le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel légitime et juste.

L'une des thématiques du shi'isme, c'est l'importance attachée à l'intellect et à l'effort personnel. Le recours à l'intellect, la recherche, l'étude et la réflexion constituent également les fondements de ce Shi'isme. Cependant, c'est l'imam qui est détenteur de l'intellect et qui peut interpréter (ou initier progressivement) les textes du Coran et découvrir le sens mystérieux et ésotérique ("Bâten") de ces textes qui sont des révélations divines. L'imam tend vers la perfection et l'impeccabilité. Ainsi, le pouvoir réel est là où, en apparence, il n'est pas ; la victoire peut consister dans une défaite apparente pour une cause juste et le martyr des imams constitue un exemple de défi aux forces injustes et ouvre le chemin vers la victoire réelle.

Le shi'isme duo-décimain reconnaît une succession de douze imams sur deux siècles. Le douzième imam, Mohammed al Mahdi, aurait disparu (aurait été occulté) dès son enfance à Sâmarra (ville où il naquit). D'après la légende, l'imam Mahdi, dit imam Zamân (maître des temps), survivrait après son occultation et réapparaîtra pour faire régner la justice sur le monde. Avec l'occultation du douzième imam en l'an 940, le cycle de "l'imamat" s'est terminé, et le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel se sont provisoirement séparés. En l'absence du dernier imam, tout pouvoir, tout gouvernement ne peuvent être qu'usurpateurs et illégitimes. Durant cette longue absence, seuls les grands "Mujtaheds" (dits également "ayatollahs", c'est-à-dire "signes de Dieu")¹, qui seraient en communication cachée avec le douzième imam, pourraient prétendre à la justice. Et parmi les ayatollahs, il y en aura un ou plusieurs qui sauront s'élever au rang de "Marjaé-Taghlid" (source d'imitation, ou modèle à imiter) et dont le "fatwa" (l'avis) concernant toutes les questions religieuses et politiques doit être suivi par tous ses fidèles-imitateurs. Cependant, la source d'imitation n'est pas élue mais reconnue par la communauté et par des "Mujtaheds" selon un consensus qui évite de faire apparaître une majorité et une minorité. Dans le cas où il n'y aurait pas un consensus pour désigner une seule personne, il peut exister plusieurs sources ou modèles d'imitation. Il existe actuellement plusieurs sources d'imitation, dont les plus importantes sont les ayatollahs Ozmâ Khomeiny, Shariat-Madâri, Golpayegani, Mar'ashi-Najafi.

Dès lors, le "clergé" shi'ite qui détient le pouvoir spirituel de la communauté considère tout pouvoir politique comme usurpé et injuste. Mais en attendant la réapparition du douzième imam, le pouvoir spirituel peut trouver un compromis avec le pouvoir temporel : le pouvoir politique ou le gouvernement le moins mauvais est celui qui a l'appui du "clergé" et qui tend vers l'établissement de la justice. En ce sens, tout pouvoir despotique est naturellement contraire aux principes shi'ites.

Cette tradition de lutte contre l'injustice et l'arbitraire trouve ses origines chez les imams et chez leurs descendants qui luttèrent à plusieurs reprises contre les pouvoirs autoritaires, tout en sachant qu'ils allaient à la défaite : "Quelques tentatives infructueuses exaspérèrent les khalifes contre la menace inconsciente des imams ; le prince usurpateur voulut écarter le fantôme de la légitimité, si bien que la descendance du prophète paya de son sang l'orgueil de sa naissance. Ali fut assassiné à Koufa ; le paisible Hassan, empoisonné par sa femme, à l'instigation des Omniades ; Hossein, le second fils d'Ali, périt avec tous les siens sur le champ de bataille de Kerbela. De ses quatre fils, un seul survécut, pour assurer la descendance des Seyyeds Hosseinis, Zein-el-Abédin, dit Bimar, "le

¹ Le texte du Coran est un "ayat" (signe). Les "ayats" sont des phénomènes qui existent de façon absolue, soit matériellement (vie, nature), soit spirituellement (le Coran).

maladif". Lui aussi mourut empoisonné, ainsi que son fils Mohammed Baghir et son petit-fils Djafar Sadik ; leur fatale destinée s'accomplit à Médine. Pour mieux surveiller les Alides, les Abbassides appelèrent à Bagdad Mousa Kazem, le septième imam ; le poison mit un terme à son emprisonnement de sept années. Le Khalife El-Mansour eut un instant l'idée de rétablir l'unité de l'Islam par la fusion des deux familles ; il donna sa fille à l'imam Reza, en le désignant par avance comme héritier du khalifat ; mais il revint sur ce projet et fit empoisonner son gendre dans le Khorassan. Le neuvième imam, Mohammed Taghi, fut empoisonné à Bagdad ; le dixième Ali Naghi, jeté à bas d'un toit ; le onzième Hassan Askéri, mourut empoisonné à Samarra".

Il faudrait ajouter à cette liste Zéid, le frère du cinquième imam, qui tenta d'organiser un soulèvement à Koufa, et fut pendu et brûlé, et Ismaël, l'un des fils d'imam Djafar, qui donna naissance à la secte des Ismaéliens, qui se rendit célèbre par la lutte qu'elle mena dans les montagnes de l'"Elborz", et qui engendra également les fameux Hachachis (les "Assassins"), dirigés par Hassan Sabbah.

Ainsi, comme le remarque V. Bérard dans "Révolution de la Perse" : "L'Islam arabe était un abondant, mais inextricable fouillis d'affirmations métaphysiques, de prescriptions rituelles et de poétiques effusions : la dialectique persane en a tiré une théorie du monde, un code de signaux entre l'Homme et Dieu et une intarissable série d'interprétations que chaque lecteur s'efforce d'adapter à son expérience propre ou à ses acquisitions de science étrangère".

Le Shi'isme saffavide.

La domination arabe fut le prélude à toute une série d'autres invasions et incursions jusqu'au début du 16^e siècle: les Mongols, les Turcs, les Afghans, etc...

Durant toute cette période, l'Iran était divisé en plusieurs gouvernements et pouvoirs régionaux dirigés par des despotes locaux. Mais l'absence du pouvoir central, qui était le seul à pouvoir établir les conditions nécessaires au fonctionnement de l'économie agricole, avait contribué également à la détérioration des conditions de vie des différentes communautés paysannes et tribales. Finalement, ce n'est qu'avec l'avènement de la dynastie des saffavides, au 16^e siècle, que l'Iran retrouva grâce au shi'isme son unité et une certaine puissance, mais également ses despotes-rois.

La dynastie saffavide, dont le fondateur fut Cheikh Sefi, arriva au pouvoir en utilisant un shi'isme déformé et transformé en idéologie du pouvoir despotique. Cheikh Sefi était un Soufi. La doctrine soufi (le mot vient de "saf", signifiant laine, et veut dire "vêtu de laine", comme étaient habillés les Derviches) est une sorte de panthéisme approprié à la philosophie de l'Islam. D'après les Soufis, seul Dieu existe et il existe dans tout ce qui existe, et tous les êtres visibles et invisibles émanent de Dieu. Par conséquent, c'est lui qui détermine la volonté de l'homme. Le but serait d'unifier l'homme (son âme) avec son créateur qui est Dieu. Le soufi doit "mourir en Dieu" et afin de parvenir à cette union spirituelle, il lui faudrait la grâce de Dieu ("faïz").

Après Cheikh Sefi, et grâce aux succès qu'il avait remportés, ce fut son fils, Cheikh Sadredin qui lui succéda et se convertit au shi'isme (car il était sunnite) afin d'étendre son pouvoir sur les masses influencées par le shi'isme.

Après lui, Cheikh Ebrahim prit la direction de la lutte unificatrice. A ce moment (au début du 16^e siècle) les Saffavides s'appuyaient sur plusieurs tribus nomades qui s'étaient unifiées sous l'appellation commune de Ghezelbaches (signifie en azari : têtes rouges). C'étaient de véritables guerriers portant le turban orné de douze lignes rouges en signe de fidélité au douze imams shi'ites. En proclamant la défense du shi'isme, les Ghezelbaches, dirigés par Ismaël, réussirent à conquérir la plupart des régions de l'Iran et, en 1501, Ismaël se proclama roi et fonda la dynastie saffavide. A la suite de plusieurs expéditions, le shah Ismaël réussit vers 1517 à réunifier l'empire iranien, et à renforcer le pouvoir despotique en brandissant le drapeau du shi'isme, et en s'appuyant sur les croyants. De cette manière, la nouvelle dynastie allait se servir du shi'isme comme d'un instrument idéologique très efficace dans sa lutte pour la réunification de l'empire. Ainsi, le shi'isme se transforma en religion nationale de l'empire. Et le soufisme, sur lequel le shi'isme des saffavides s'était appuyé, devint lui aussi un facteur de renforcement de l'unité nationale au profit de la nouvelle dynastie. Des derviches parcoururent l'empire, propageant la nouvelle religion et prêchant la solidarité nationale. Comme le remarque Aubin : "Après 10 siècles de déchirements, il renaissait une nation persane sous l'influence d'un deuil commun et d'un même sentiment de vengeance".

Néanmoins, l'Etat saffavide, en propageant l'idéologie shi'ite, reconnaissait sa propre illégitimité. Pour parvenir à rester au pouvoir, les rois saffavides furent obligés de réaliser un compromis avec le "clergé" shi'ite (compromis entre le temporel et le spirituel). Ce compromis allait plutôt servir le pouvoir despotique. C'est sous le règne du Shah Abbas (1580-1628) que le pouvoir du "clergé" shi'ite se développa. Désormais, les pratiques shi'ites faisaient partie intégrante de la culture nationale.

Sur le plan économique, l'institution du "Vagf" (biens comprenant des terres, bâtiments, etc... légués ou donnés par les Fidèles ou l'Etat au "Clergé") dont la gestion et l'utilisation des revenus étaient confiées aux membres du "Clergé", octroyait à ces derniers une autonomie économique relativement importante. Les administrateurs-régisseurs des Mosquées et des lieux saints appelés "Motavaly", constituaient également des minorités très influentes. Dans le domaine de la justice, le "Clergé" jouait également un rôle assez important.

Le rôle joué par l'idéologie shi'ite dans le renforcement du pouvoir despotique et autoritaire des rois saffavides met en évidence le danger d'un pouvoir politique (étatique) basé sur une interprétation dogmatique du shi'isme.

L'époque saffavide réintroduisit la pratique despotique centralisée au profit d'une bureaucratie impériale et de l'impérialisme étranger. Cependant, cette tentative d'intégration et de "récupération" du shi'isme connut un succès relatif, et limité à la période au cours de laquelle elle correspondait au mouvement d'unification et d'indépendance de l'Iran.

Le "Clergé" shi'ite en lutte.

En 1796, la dynastie Qadjar prit le pouvoir en Iran, et le "Clergé" shi'ite - dans sa majorité - la qualifia d'illégitime, considérant qu'elle n'avait pas de base religieuse. De plus, les rois Qadjar devaient s'appuyer sur les puissances étrangères (Angleterre - Russie) afin de rester au pouvoir, et le "clergé" les considérait de ce fait comme traîtres à la patrie et à la religion.

La lutte entre le pouvoir civil (temporel) et le pouvoir spirituel s'intensifia à partir de la fin du XIX^e siècle avec la pénétration et la concurrence sans cesse grandissante des impérialismes russe et anglais en Iran, et la collaboration des despotes iraniens avec ces pays.

La concurrence des produits manufacturés importés d'Angleterre et de Russie porta un coup sérieux aux produits artisanaux locaux, et ruina les petits artisans et producteurs et commerçants nationaux, très liés au "clergé" shi'ite. Le monopole du commerce intérieur et extérieur détenu par l'Etat asiatique (le despote), et les concessions commerciales accordées aux étrangers, provoquèrent le mécontentement de la petite bourgeoisie marchande des bazars, liée également aux religieux.

La première épreuve de force dans ce contexte, entre le despote et le "clergé" shi'ite, se produisit au sujet de la concession du monopole du tabac.

Le 21 mars 1890, le Shah accorda par un "Firman" (décret) à une société britannique dirigée par le baron de Reuter la concession de l'exploitation et de la commercialisation du tabac iranien. Cet acte, considéré comme un signe de capitulation face aux puissances coloniales, provoqua la colère de la population et du "clergé". Un mouvement de masses fut déclenché à cette occasion contre l'acte royal. Ce mouvement s'amplifia à partir du printemps 1891, quand les sujets et employés britanniques se ruèrent vers l'Iran afin d'exploiter la concession.

Le 22 septembre 1891, le grand Mujtahed de Karbela (ville sainte d'Irak) écrivit au Shah pour protester contre l'octroi de cette concession, et déclara la concession contraire aux principes shi'ites. Le 3 décembre, une autre proclamation du grand Mujtahed invita la population à boycotter l'usage du tabac et à s'abstenir de fumer. Aussitôt après, les marchands de tabac fermèrent leurs boutiques et la population cessa de fumer ; et même dans l'entourage du roi, rares furent ceux qui continuèrent de fumer.

Mais la lutte ne cessa pas de se développer. Devant l'ampleur du mouvement, et à la demande du président de la compagnie anglaise, le Shah décida de s'attaquer au "clergé". Il somma Mirza Aghtiani, l'un des dirigeants les plus importants du mouvement, de choisir entre l'acceptation de fumer en public ou l'exil. N'étant pas parvenu à intimider Aghtiani, le Shah ordonna son exil et son départ de Téhéran le 4 janvier 1892.

A la suite de cette mesure, un large mouvement de protestation et de révolte se répandit dans tout le pays. De grands cortèges se formèrent, où les femmes en voiles s'attaquaient aux bâtiments publics et organisaient des meetings contre le Shah. L'affrontement entre la population dirigée par des femmes et la police du Shah fit plusieurs victimes parmi les protestataires. Le Dr. Feuvrier, médecin personnel du Shah, écrit à propos de cette journée : "Le roi, amoindri quoique victorieux, le clergé agrandi, quoique battu".

Ce mouvement de protestation obligea le Shah à faire machine arrière, et à annuler le 15 mai 1892 la concession du tabac, ainsi que l'ordre d'exil du dignitaire shi'ite. Le succès remporté par ce mouvement marque le début d'une lutte de plus en plus acharnée du peuple contre le pouvoir despotique et l'impérialisme, dans laquelle les ulémas et l'intelligentsia influencée par la démocratie occidentale jouèrent un rôle très important.

Le "Clergé" shi'ite dans la révolution constitutionnelle.

Au début du 20^è siècle, deux puissances étrangères, la Russie et l'Angleterre, dominaient l'Iran. L'absence de libertés pour le peuple et la servilité des rois despotes permirent à ces deux puissances de se partager économiquement et politiquement l'Iran. La "Banque d'Escomptes", créée en 1891 par les résidents russes à Téhéran, se transforma en 1899 en la "Banque d'Etat Russe" (l'Etat russe acquit la majorité des actions de cette banque), et obtint le monopole des prêts sur gages. Cette banque consentait d'importants prêts au roi et aux dignitaires du régime, qui de leur côté mettaient en gages les recettes et les revenus des terres de l'Etat iranien.

L'Angleterre disposait également de sa propre institution financière en Iran, sous la forme de la "Banque Impériale de Perse", fondée en 1889. Cette banque obtint en 1899 le droit d'émettre des billets. Elle contrôlait également la gestion des douanes de Bouchehr, l'un des plus importants ports commerciaux de l'époque sur le Golfe Persique.

Par l'intermédiaire de son ministre des douanes et des finances, Naus (un citoyen belge), le gouvernement iranien signa en 1902 avec la Russie un accord au terme duquel toutes les importations en provenance de la Russie étaient exonérées de droits de douane.

Afin de préserver "l'équilibre" entre les influences et les avantages des deux impérialismes, le régime iranien accorda en 1903 les mêmes privilèges à l'Angleterre, en exonérant de droits de douane toutes les importations anglaises.

Dès lors, le marché intérieur iranien fut inondé de marchandises russes et anglaises. N'ayant pas eu la possibilité de s'adapter à fin de concurrencer les produits importés, les productions locales disparaissaient peu à peu, et les petites industries artisanales faisaient faillite. De plus, les Russes et les Britanniques se chargeaient de commercialiser les produits importés en Iran, ce qui contribuait à renforcer les dangers dont les commerçants du bazar se voyaient menacés.

Les deux impérialismes concurrents qui se partageaient au début du 20^è siècle l'activité économique du pays obtinrent également, dans leur zone d'influence respective, des concessions importantes : concession de construction des routes et de développement des chemins de fer, d'installation des lignes télégraphiques, etc...

Cependant, il convient de souligner que la concession la plus importante, celle qui ouvrit la voie à la domination de l'Angleterre sur la vie économique et politique de l'Iran pendant près de 50 ans, fut celle du pétrole du Sud, accordée en 1901 par le despote Mozaffar-ed-Dine au Britannique William Knox D'Arcy. Le partage tacite du marché et des ressources de l'Iran entre la Russie et l'Angleterre fut rendu officiel en 1907, par la conclusion entre les deux impérialismes d'un traité qui consacrait le partage de l'Iran en deux zones d'influences : la Russie au Nord et l'Angleterre au Sud.

Parallèlement à la pénétration économique, la pénétration culturelle et politique de l'Europe en Iran se développa dès le début du 20^è siècle. Les oeuvres de célèbres écrivains et philosophes européens furent traduites en persan et lues par les lettrés, qui constituaient une minorité active. Par ailleurs, les idées et les théories de la social-démocratie européenne, notamment russe, reçurent un accueil favorable auprès de ces lettrés et d'une partie des ouvriers et des artisans iraniens.

Dans la lutte qui allait opposer le "Mellat" (la nation : l'ensemble cohérent des sujets à l'échelle provinciale ou à l'échelle de tout le pays - liés par l'identité irano-shi'ite) au "Dowlat" (l'Etat

bureaucratico-despotique) intelligentsia moderne, formée à l'école européenne et attachée aux conceptions démocratiques-libérales, devait jouer un rôle important. Malgré sa faiblesse numérique et sa dépendance de l'appareil bureaucratique soumis à l'Occident, cette intelligentsia représentait une concurrence pour les lettrés shi'ites (les "Mojtaheds", les "Mollahs", etc...), qui détenaient depuis longtemps le monopole du savoir. Toutefois, les intellectuels appartenant au "clergé" pouvaient exercer leur influence idéologique et politique bien plus facilement et plus efficacement que l'intelligentsia laïque, notamment par l'intermédiaire des "Madréssehs" (Ecoles religieuses), annexées en général aux Mosquées. La puissance matérielle et l'influence idéologique des membres du "clergé" étaient à cette époque sans comparaison aucune avec celle des intellectuels laïques. Une partie importante des revenus (notamment les revenus fonciers) des fondations pieuses, était utilisée pour l'entretien des membres du "clergé".

L'influence idéologique des Mojtaheds était d'autant plus considérable qu'en marge des tribunaux civils et coutumiers, dépendant en général des gouverneurs locaux, et dont l'activité reposait sur l'"Orf" (législation issue du Droit naturel et coutumier), des tribunaux islamiques dirigés par les Mojtaheds appliquaient le "Shar'e" (ensemble des Lois religieuses), et s'occupaient des mariages, des divorces, de certains délits ou crimes, etc...

D'un autre côté, les idées démocratiques-libérales de l'intelligentsia moderne se répandaient de plus en plus par suite des initiatives multiples des représentants de ce courant.

Néanmoins, ce furent les membres progressistes du "clergé" qui parvinrent à constituer le pôle d'attraction autour duquel le "Méllat" allait se rassembler pour exiger des changements. Ils pouvaient, en effet, fondre en une force unique la composante shi'ite et la composante iranienne qui constituaient les deux aspects de l'identité socio-culturelle du "Méllat". De plus, l'aile progressiste du "clergé" ne pouvait demeurer indifférente face à la pénétration des deux impérialismes russe et anglais, qui mettaient en péril le caractère islamique du fonctionnement de secteurs économiques aussi importants que les bazars. Le bazar était le secteur économique où les normes islamiques réglant l'activité économique dominaient le plus fortement et le plus ouvertement. Cette "moralisation" de l'économie marchande prenait, par exemple, la forme du paiement des impôts religieux, le "Khoms" (représentant au cinquième du profit - cet impôt est également appelé "la part de l'Imam") et le "Zakat" (impôt sur la fortune). Ces impôts étaient versés aux grands Mojtaheds, qui se chargeaient de la redistribution des revenus ainsi acquis. Il faut relever que depuis la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, l'impôt religieux versé au "clergé" était nettement distinct de l'impôt payé à l'Etat.

La lutte déclenchée au début du 20^e siècle contre le pouvoir despotique des Shahs se développa autour de deux mots d'ordre : d'une part l'obtention d'une "Maison de justice", ce qui constituait une remise en cause du despotisme, et, d'autre part, la reconnaissance de la "liberté du commerce" pour le bazar, ce qui correspondait à une remise en cause de la dépendance économique du pays et à une volonté de protéger le commerce et l'artisanat nationaux.

L'une des premières actions entreprises contre les missions étrangères en Iran fut constituée par le mouvement de protestation déclenché en 1905 à Chiraz par le religieux Mirza Ebrahim contre les "Christian Missionary Society's Schools".

Par la suite, des mouvements spontanés surgirent un peu partout dans le pays en exigeant une Loi fondamentale (Constitution) et la fin de l'ingérence étrangère.

A la suite de vastes manifestations de rues à Téhéran et dans d'autres villes du pays, le Shah Mozaffar, qui venait de succéder à son père, dut accepter le 15 août 1906 la promulgation d'une charte constitutionnelle. Et à la suite des élections générales, la première "Assemblée Nationale" fut inaugurée le 7 octobre 1906.

Le rôle joué par le "clergé" - dans sa majorité - dans la direction des luttes révolutionnaires et dans l'obtention de la Constitution fut d'une grande importance. En effet, des Ayatollahs très élevés dans la hiérarchie se mirent à la tête de plusieurs actions concrètes.

Cependant, la victoire remportée sur le despotisme s'avéra éphémère, car l'appareil répressif du Shah était resté intact. Ainsi, après la mort du Shah Mozaffar le 8 janvier 1907, et avec l'accession au trône de son fils Mohammed Ali, serviteur des intérêts russes, la réaction releva la tête. Au cours du printemps 1907, le nouveau roi abolit la charte constitutionnelle, et fit bombarder le "Majless" par les brigades cosaques dirigées par le colonel russe Liakhov.

Avec l'abolition de la Constitution, la tendance réactionnaire du "clergé" (et au sein de celle-ci, plusieurs propriétaires terriens), dont les privilèges dépendaient du pouvoir absolu du Shah, se mit en devoir de défendre le régime despotique. Et le despotisme était défendu par ces religieux au nom de la protection de la "Législation islamique" et de l'incompatibilité entre la Constitution et les Lois islamiques ! A partir du mois de février 1907, des manifestations réactionnaires furent organisées à Téhéran et dans la petite Ville Sainte de Rey (proche de Téhéran), dont des mollahs réactionnaires profitèrent pour attaquer la Constitution. Cette opposition à la Révolution constitutionnelle était dirigée par un Ayatollah de grande renommée, Cheikh Fazlollah Nouri, qui prit personnellement la tête de la contre-révolution à partir du mois de juillet 1907, en invoquant la nécessité de la sauvegarde de la Législation islamique.

En octobre 1907, les députés de la première Assemblée Nationale (Majless) (parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de religieux), appuyé par le clergé révolutionnaire, ajoutèrent un complément à la Constitution qui, d'une part élargissait les droits du peuple iranien en reconnaissant la "souveraineté populaire" et, d'autre part, accordait au "clergé" un droit de contrôle sur les lois adoptées par le "Majless", afin que celles-ci ne soient pas contraires aux principes de l'Islam. Le droit de veto accordé au "clergé" aurait pu en un sens désarmer les éléments religieux réactionnaires, ce d'autant plus que les constitutionnalistes, eux, ne désarmaient pas. Ils s'organisèrent et mirent sur pied des organes du pouvoir populaire, qui allaient se répandre dans tout le pays au fur et à mesure que les combats se radicalisaient. Par la suite, la lutte armée fut déclenchée par les différents comités révolutionnaires, composés d'intellectuels et de commerçants laïques et religieux. Le rôle joué dans le déclenchement de la lutte armée par le "centre secret" de Tabriz, dont les animateurs étaient en relation avec le comité de Bakou du parti social-démocrate du Caucase, fut décisif.

A la suite de la prise de la ville de Téhéran, le 13 juillet 1908, par les révolutionnaires, le Shah prit la fuite et se réfugia à la légation russe. Mais le mouvement s'essouffait par suite de l'absence d'un programme précis et d'une certaine hétérogénéité des forces qui le composaient. Par ailleurs, les contre-révolutionnaires n'avaient pas renoncé et s'étaient tournés vers les puissances impérialistes afin de sauver leurs intérêts. Quelques temps après, le Shah abdiqua au profit de son fils. L'entrée des troupes russes et anglaises en Iran et le désarmement des révolutionnaires en 1911, mirent fin à la révolution constitutionnelle. Toutefois, la Constitution progressiste (inspirée de celle de la Belgique) et le supplément constitutionnel, obtenus entre août 1906 et octobre 1907, constituaient une étape et des acquis importants du mouvement populaire.

Avant d'analyser brièvement le rôle joué par le "clergé" progressiste dans cette lutte révolutionnaire, il est utile de rappeler les points importants de la Constitution que l'on peut résumer ainsi :

- instauration d'un Parlement bicaméral comprenant d'une part une Assemblée Nationale, élue au suffrage universel, constituant l'organe législatif et, d'autre part, un Sénat dont la moitié des membres devaient être élus par le peuple et l'autre moitié nommés par le Roi,
- les lois adoptées par l'Assemblée Nationale ne pouvaient être contraires aux principes du Shi'isme duo-décimain qui était proclamé confession officielle de l'Iran, et dont le Roi devait être le premier propagateur,
- les représentants du "clergé" avaient le droit et le pouvoir de suspendre la votation de toute loi considérée comme étant contraire à l'Islam,
- égalité des citoyens devant la Loi, protection de la vie privée, des biens, etc... des citoyens,
- reconnaissance des libertés de presse, de réunion et d'association, etc... ,
- séparation des trois pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif.

Pour en revenir au rôle du "clergé" dans cette révolution, il faut souligner que, au début de cette révolution, le "clergé" était très méfiant envers la lutte des commerçants et de l'intelligentsia libérale. Quelques mois plus tard, et surtout après que la Constitution eût été augmentée en octobre 1907 d'un complément (accordant au "clergé" le droit de superviser l'élaboration des lois afin qu'elles ne soient pas contraires à l'esprit de l'Islam), la grande majorité du "clergé" adopta une attitude franchement favorable à la révolution.

Dès le début de la révolution, les combattants musulmans utilisèrent l'idéologie islamique dans leur propagande contre le despotisme. Dans un tract adressé en 1906 aux soldats du Shah, on lit : "ô soldats musulmans !... pour un toman, vous avez fait beaucoup de besogne ! vous n'avez pas compris que tous ces cris de prêtres vous étaient adressés, qu'ils étaient une protestation en faveur de votre vie malheureuse ! tandis que vous exposiez vos corps aux balles ennemies, vous étiez exploités et indignement volés, pour beaucoup de mille tomans, par quatre individus sans dieu, ni foi... malheureusement vous êtes ensevelis dans un sommeil si profond que tous ces cris ne peuvent vous réveiller... nous jurons par l'Islam que ni Allah, ni Mahomet, ne veulent pareille chose. Nous sommes certains que lorsque vous aurez compris nos intentions, vous crierez comme nous et protesterez avec nous".

Outre le "clergé" et les religieux, la plupart des forces et des organisations laïques ne manquaient pas d'utiliser l'Islam et le shi'isme et de se référer à eux dans cette révolution. Le cas du parti social-démocrate iranien constitue un exemple révélateur à cet égard. Créé sous l'influence de la social-démocratie russe, ce parti prit une part importante dans la révolution constitutionnelle, en combinant les mots d'ordre social-démocrates et les principes du shi'isme. A la suite de la proclamation de la Constitution, le conseil social-démocrate de la ville de Tabriz publia un manifeste dans lequel il déclarait : "Que tous les pauvres s'unissent ! nous, social-démocrates, défenseurs de l'Islam en Perse, souhaitons la bienvenue, en ce grand jour de la déclaration de la Constitution persane, à tous les amis de la liberté, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. Nous souhaitons spécialement la bienvenue aux oulémas et aux marchands, ces zélés travailleurs du champ populaire et défenseurs de l'Islam en Perse, qui ont fait le sacrifice de leurs biens et de leur vie pour atteindre ce but sacré"...

Pour mettre en évidence le rôle du "clergé" dans la révolution constitutionnelle, on ne peut manquer de rappeler ces phrases de M. Pavlovitch, extraites de son article sur "Le clergé shi'ite dans la révolution persane" qui décrivent très bien la participation des religieux à la révolution : "Un des phénomènes les plus singuliers de la révolution persane est le rôle que le clergé shi'ite a joué dans le mouvement constitutionnel de ce pays. En effet, qui fut le premier à soulever et à lancer les masses populaires contre le Shah et sa camarilla ? Qui se mit à la tête du mouvement national et peu à peu entraîna toutes les classes de la population ? Qui réclama avec le plus de netteté mais aussi d'apre volonté l'établissement d'une constitution, la convocation d'un parlement et la responsabilité des ministres ? Ce fut le clergé, ce clergé qui, dans tous les autres pays a toujours été le principal adversaire de toutes réformes, de tout progrès, mais qui maintenant en Perse - la terre des merveilles, des Mille et une Nuits - combattait pour les nouvelles idées, un ennemi intransigeant du despotisme du Shah. Des rangs du clergé sortirent de nombreux révolutionnaires qui, avec un admirable dévouement, se sont lancés dans la mêlée pour la rénovation de leur patrie. Beaucoup périrent ; les autres tombèrent sous les balles des "sarbaz" et des cosaques du Shah, les autres trouvèrent la mort dans d'horribles supplices, dans les chambres de torture de ces cachots persans dont la description épouvanterait les Européens" (Pavlovitch, 1911, p. 312).

Ainsi, le "clergé" shi'ite rétablit le consensus national, en unifiant dans cette lutte les révolutionnaires religieux et laïques contre le despotisme et l'impérialisme. L'aile progressiste du "clergé" justifiait sa défense de la Constitution libérale par l'argumentation suivante : si l'on prend en considération le fait que, depuis l'occultation du douzième Imam, la direction spirituelle s'est provisoirement séparée de la direction temporelle, on ne peut exiger du pouvoir temporel l'application exhaustive de la "Législation religieuse". Il appartient à l'imam caché de réunifier, après sa réapparition, ces deux pouvoirs, de mettre un terme à la séparation entre "Shar'e" et "Orf" (Législation basée sur le droit naturel et coutumier), et de rendre au pouvoir temporel sa légitimité, en appliquant de façon complète la législation religieuse. Selon les religieux progressistes, l'élimination du despotisme, le contrôle par le "clergé" des décisions de l'organe législatif, et l'exercice par le peuple musulman de ses droits fondamentaux constituaient autant de progrès en vue d'instauration de la justice islamique. Enfin, il ne faut pas oublier que cette Constitution ne fut appliquée et respectée dans son ensemble que pendant quelques années en tout et pour tout et de façon épisodique. Cela démontrait déjà que la monarchie iranienne ne pouvait être réformée de l'intérieur, par l'introduction des lois démocratiques très libérales inspirées de l'Occident, et que pour renverser le despotisme, il fallait renverser la monarchie.

De la dictature pahlavi à la 2^{ème} guerre mondiale.

Au début des années 1920, une série de luttes anti-impérialistes, dirigées essentiellement contre l'impérialisme britannique et le despotisme se développèrent en Iran. Deux mouvements, dirigés par deux combattants ayant des convictions religieuses islamiques, ont marqué cette période. Un ancien mollah, Mirza Koutchek Khan, dirigea un mouvement de guérilla socialisto-islamique dans les

forêts du nord de l'Iran. Ce mouvement parvint, dans une première étape, à instaurer une République socialiste au Nord du pays. Mais, trahi par certains des siens et par des dirigeants bolcheviks qui l'avaient aidé au début, Koutchek Khan paya de sa vie la lutte pour ses convictions et le mouvement fut liquidé par le colonel Réza-Khan, père de Mohammed Réza Pahlavi.

Au même moment, un autre révolutionnaire, pan-islamiste celui-là, nommé Khiabani, proclama l'autonomie de la Province de l'Azarbaïdjan, et partit en guerre contre le gouvernement central et l'impérialisme anglais.

En février 1921, les Anglais aidèrent le colonel Réza Khan à prendre le pouvoir par un coup d'état militaire. Et en 1925, Réza Khan se proclama roi et instaura la dynastie Pahlavi. Avec l'instauration de la dynastie Pahlavi, beaucoup de dignitaires religieux s'engagèrent dans la lutte, au côté des patriotes laïques comme le Dr. Mossadegh, contre le régime de Réza-Shah. Un député religieux du "Majless", nommé Moddaress, qui avait participé à la révolution constitutionnelle, se fit le champion de cette lutte anti-despotique et anti-britannique. Arrêté et exilé par la police de Réza-Shah, Moddaress fut assassiné en 1937 en prison.

Dans ses rapports avec le "clergé", Réza-Shah s'efforça par tous les moyens de réduire l'influence des religieux sur la vie politique du pays. Tout d'abord, il créa un "Bureau des Biens religieux", qui allait gérer les biens mobiliers et immobiliers considérés comme "Vaqf", et dont les revenus étaient consacrés aux œuvres religieuses. Jusqu'alors, les membres du "clergé" - comme je l'ai déjà souligné - contrôlaient directement la gestion des biens constituant le "Vaqf". En chargeant l'Etat de cette gestion, Réza-Shah se donnait les moyens de faire pression sur le "clergé", puisqu'il s'assurait le monopole de la redistribution des revenus parmi les religieux. Toutefois, cette étatisation mit : "un terme à des rapports fonctionnels entre le "clergé" et les gérants des Vaqf, rompant les liens entre clergé et propriété, ce qui permettra au clergé une radicalisation de ses prises de position". Une autre initiative de Réza-Shah fut d'exempter les membres du "clergé" du service militaire obligatoire qu'il venait d'instaurer. Il cherchait ainsi à préserver l'armée de l'influence des religieux, afin de consolider son pouvoir despotique. Cette armée, au sein de laquelle les religieux ne pouvaient pas s'introduire, constitua l'un des piliers de la politique de l'occidentalisation forcée de l'Iran et sous le règne de Réza-Shah et de son fils Mohammad Réza Pahlavi.

Pour saisir les raisons de l'opposition de plus en plus marquée des religieux à la politique de Réza-Shah, il faut dire quelques mots de cette politique elle-même. Sous prétexte de modernisation, Réza-Shah entreprit de réaliser une politique d'occidentalisation forcée, dans le but d'intégrer l'économie iranienne au marché capitaliste mondial. Il s'attaqua aux valeurs socio-culturelles de l'Iran musulman, et s'efforça d'imposer à une population illettrée, musulmane et "iranienne", des valeurs exportées par la politique impérialiste de l'Europe. C'est ainsi qu'il fit voter en 1928 une loi obligeant tous les Iraniens à porter le costume européen. Il obligea les hommes à porter le chapeau européen, envoya les policiers arracher les voiles des femmes dans les rues, et fit torturer et assassiner les dignitaires shi'ites qui s'opposaient à cette politique. Face au refus du "clergé" de se soumettre, le roi fit bombarder par l'armée la Mosquée de Gowharchâd dans la ville sainte de Mached, faisant plus de 900 morts. Ensuite, il envoya l'armée occuper les lieux saints de cette ville, et obligea sa propre femme à pénétrer sans voile dans le sanctuaire de l'imam Réza à Mached.

Dès cette époque, la population, attachée à ses valeurs nationales et islamiques, et dirigée par des militants laïques et religieux, s'efforça de refuser l'occidentalisation "à la Pahlavi", par une résistance passive.

La deuxième guerre et la nationalisation du pétrole.

Au seuil de la 2^e guerre mondiale, l'économie iranienne restait essentiellement dominée par la Grande-Bretagne, qui contrôlait l'industrie pétrolière du pays. Cependant, l'Iran de Réza-Shah s'était tourné depuis le début des années 1930 vers l'Allemagne et l'Union Soviétique, dont le commerce extérieur avec l'Iran ne cessait de s'accroître. Pendant un moment, l'Allemagne nazie songea à éliminer son concurrent britannique et à prendre sa place. En vain, puisque finalement ces deux puissances durent laisser la place en Iran à la domination américaine, quelques années après la fin de la guerre.

Sur le plan politique, l'Allemagne accentua son influence en Iran à partir de 1938. Des brochures de propagande nazie et pro-allemande furent traduites en persan et publiées dès 1939, et distribuées massivement dans les écoles iraniennes. Le voyage du Dr. Schacht en Iran en 1939, et la visite du Président du Majless iranien en 1940 en Allemagne avaient pour but la consolidation des

rapports entre Réza-Shah et Hitler. Le rapprochement entre l'Allemagne et l'Iran explique pourquoi, au mépris de la déclaration de neutralité faite par le gouvernement de Réza-Shah en 1939, les armées alliées (anglaises, soviétiques et américaines) occupèrent le territoire iranien en août 1941, et obligèrent Réza-Shah à abdiquer le 17 septembre 1941, au profit de son fils Mohammed Réza Pahlavi.

Le renversement du despotisme de Réza-Shah permit aux forces patriotiques et anti-impérialistes de marquer des points dans leur lutte contre la domination étrangère et contre le palais. Mais le partage du monde à Yalta, et l'accentuation de la domination américaine sur l'Iran, limitèrent singulièrement la période de "libéralisation". La lutte pour la nationalisation de l'industrie pétrolière et pour l'expulsion de l'impérialisme britannique, menée sous la direction du Dr. Mossadegh, aboutit à l'adoption par le Majless en 1951 de la loi sur la nationalisation du pétrole, et à la désignation du Dr. Mossadegh au poste de Premier Ministre.

Mossadegh sut unir le "clergé" progressiste et les intellectuels laïques dans la lutte, de 1951 à 1953, contre l'Angleterre et contre le despotisme du Shah. Cette lutte permit une fois de plus au "clergé" de démontrer son influence sur les masses et ses capacités de mobilisation. Le soutien du chef religieux de l'époque, l'Ayatollah Kachani (qui fut pendant quelque temps, en 1952, le Président de l'Assemblée Nationale), permit à Mossadegh de surmonter nombre d'obstacles au début. Et quand l'Ayatollah abandonna le Dr. Mossadegh au profit du Shah en 1953, il en résulte une perte de prestige pour Kachani d'une part, et un affaiblissement de la position du Dr. Mossadegh de l'autre, ce qui facilita son renversement par la C. I. A. en 1953.

Vers la révolution islamique.

Au début des années 1960, la crise économique et politique en Iran connut une aggravation désastreuse. L'inflation, la faillite des commerçants du bazar et l'appauvrissement des paysans et des ouvriers contribuaient à accentuer le climat de mécontentement général. On assistait à des manifestations de plus en plus politisées de la part des étudiants et des lycéens. Des organisations politiques et classiques, comme le "Front national" (partisans de la ligne de Mossadegh) se réorganisèrent. Face à la détérioration de la situation économique et au mécontentement populaire, le Shah, suivant les directives de l'administration Kennedy, décida de lancer une série de "réformes" connues sous le nom de "Révolution Blanche". Les objectifs de ces "réformes" étaient essentiellement :

- le démantèlement de certaines grandes propriétés, dans le but d'introduire les rapports et les méthodes capitalistes dépendant à la campagne,
- le démantèlement de l'agriculture traditionnelle, et l'accentuation de la dépendance alimentaire de l'Iran par rapport au marché capitaliste mondial,
- la création d'une couche de paysans et de petits-bourgeois privilégiés, constituant une classe-tampon, et se satisfaisant de la consommation des produits importés.

En résumé, le projet Shah-Kennedy consistait à intégrer de plus en plus l'Iran au marché mondial, et à créer des secteurs agricole et industriel qui, au lieu de répondre aux besoins de la population, allaient produire en fonction des marchés extérieurs, et allaient du même coup contribuer à la rentabilité des investissements étrangers. Il n'a pas fallu plus d'une dizaine d'années pour que le résultat de la "Révolution Blanche" apparaisse au grand jour : destruction du secteur agricole, développement d'une industrie de montage dépendante de l'étranger, gaspillage des richesses pétrolières du pays, accentuation du militarisme, institutionnalisation de la répression et de la torture comme méthodes de gouvernement, sans parler du chômage croissant et de la corruption à tous les niveaux.

Le projet Shah-Kennedy fut dès le début contesté par les étudiants et les milieux religieux, qui en avaient saisi le sens. Grâce à la participation de plus en plus massive des ulemas aux luttes politiques, celles-ci, restées jusqu'alors marginales, se transformèrent en luttes populaires contre le despotisme du Shah.

Le référendum organisé en janvier 1963 par le Shah, afin de créer une base légale à ses projets, constitua pour le peuple et les religieux une occasion supplémentaire de contester l'autorité du despote. Durant cette même période des religieux progressistes attaquèrent de plus en plus ouvertement, en public et dans les Mosquées, l'ordre monarchique appelant les fidèles à combattre

l'injustice et la domination étrangères. Ce fut notamment le cas de l'Ayatollah Khomeiny, qui, lors d'un discours à Qom, prononcé au mois de Moharram 1963, dénonça le régime du Shah. Son arrestation à la suite de ce discours déclencha un mouvement populaire de protestation à travers tout le pays. Le point culminant de ces mouvements de protestation fut constitué par l'insurrection populaire du 5 juin 1963, au cours de laquelle plusieurs milliers de personnes furent assassinées par l'armée. Cette révolte marquait la première étape de la nouvelle vague des luttes religieuses contre le despotisme du Shah et l'américanisation, l'occidentalisation de l'Iran. Remis en liberté sous la pression du "clergé" et des grands "Marjaé Taglid" (source d'imitation), Khomeiny ne se résigna pas pour autant. Lorsqu'en 1964, une convention fut signée entre l'Iran et les U. S. A. , accordant l'immunité juridique aux Américains résidant en Iran, Khomeiny dénonça cette "capitulation" au cours d'un violent discours à Qom. Il attaqua le Shah, les députés du Majless, le gouvernement et dénonça la domination américaine. A la suite de ce discours, Khomeiny fut arrêté de nouveau et expulsé vers la Turquie. Il gagna après quelques temps Najaf (Irak) où il connut un exil de quinze ans.

A la suite de ces événements et de l'exil forcé de l'Ayatollah Khomeiny, les rapports entre le "clergé" progressiste et l'Etat monarchique se détériorèrent à un tel point que l'idée d'un renversement du Shah et de son régime par les armes fit de plus en plus d'adeptes parmi certains chefs et militants islamiques. A côté des organisations et mouvements révolutionnaires déjà constitués qui se référaient à l'Islam comme le "Mouvement de Libération de l'Iran" créé par l'Ayatollah Taléghani et par Mehdi Bazargan, d'autres organisations apparurent comme "le Mouvement de Libération du peuple Musulman de l'Iran", le "Parti des Nations islamiques" ou encore l'organisation des "Moudjaheddiné Khalq" (Combattants du Peuple).

Des chefs religieux prestigieux, comme l'Ayatollah Taléghani (arrêté, condamné et torturé plusieurs fois depuis 1963) et l'Ayatollah Saïdi (assassiné sous la torture en 1970), jouèrent un rôle important dans la contestation du régime despotique.

Ce fut également au cours de cette même période que la pratique du "Taghiéh" (ou "Kétman" dissimulation de la foi-restriction mentale) fut abolie sur l'initiative (entre autres) de l'Ayatollah Khomeiny. Ce principe à la foi shi'ite et iranien réglait le problème du rapport entre les actes et la foi (le dire) du croyant shi'ite. Selon ce principe, s'il se trouve dans une situation de danger ou de répression, le croyant est dans l'obligation de ne pas conformer ses actes à sa foi. Cette pratique provenait d'une part du fait qu'étant minoritaires et considérés comme hérétiques, les shi'ites, s'ils proclamaient leur foi, étaient souvent persécutés dans les sociétés islamiques (sur tout sous les Califes) et, d'autre part, de l'impératif pour les dignitaires shi'ites qui vivaient dans l'Iran despotique de préserver, par la pratique du "Kétman", la communauté des croyants de l'agression de l'Etat. Mais, avec la transformation du shi'isme en religion d'Etat en Iran, "la pratique du "taghiéh" a perdu sa raison d'être dans le domaine rituel, mais les régimes despotiques l'ont perpétuée au niveau politique où non seulement le décalage entre l'action et l'idée est resté grand, mais où un autre décalage s'est produit, celui entre l'idée et la parole... ". En insistant sur le fait que les dignitaires et croyants shi'ites doivent prendre position politiquement contre le régime du Shah et contre l'impérialisme, l'Ayatollah Khomeiny rompait avec la pratique politique du "kétman".

Durant la même période, un autre militant shi'ite, Ali Chariati, professeur à l'Université de Machâd, contribua à la réactualisation militante des principes du shi'isme. Chariati dégagea et propagea ce qui dans le shi'isme pouvait contribuer à la lutte du peuple contre l'impérialisme et le despotisme. Estimant que le shi'isme avait été détourné de ses buts, qui sont la réalisation de la justice et l'égalité des êtres humains, il opéra une distinction entre le shi'isme alavite (du temps d'Ali) et le shi'isme saffavide (devenu instrument du pouvoir despotique), en condamnant ce dernier, et en soulignant que le shi'isme alavite peut relier les intellectuels au peuple. Chariati dénonçait au cours de ses discours le shi'isme institutionnalisé qui produit des résultats contraires aux véritables principes shi'ites. En insistant sur la combativité anti-impérialiste et sur l'idéologie militante du shi'isme, en dénonçant le "clergé" (produit par les saffavides) qui collaborait avec le pouvoir, Ali Chariati reliait le shi'isme au problème de la lutte contre le néo-colonialisme et prêchait l'unité des nations islamiques dans la lutte contre l'occidentalisation et contre l'aliénation culturelle.

Peu à peu, Khomeiny et Chariati devinrent les symboles du réveil de l'Islam shi'ite. De Nadjaf où il était exilé, Khomeiny ne manqua pas une occasion pour dénoncer le régime du Shah. A l'occasion des fastes et du luxe des fêtes de Persépolis en 1971, il déclara : ...Comment un peuple pourrait-il fêter un tel roi ? Fêter le sosie d'Attila, le "Sanguinaire" ? (...) Dieu seul sait combien de crimes la monarchie iranienne a commis depuis ses origines. Les crimes des rois ont noirci toute notre histoire (...). Les principes de l'Islam sont opposés à la monarchie. Détruisez les palais de la tyrannie impériale iranienne. La monarchie est une des formes les plus honteuses et les plus viles de la réaction

(...). L'Iran a plus de 150.000 clercs ; si d'une même voix, ils rompaient le silence, désapprouvaient ce régime vendu, alors ils triompheraient... ". Et à l'occasion de la création par le Shah d'un parti unique et obligatoire, Khomeiny n'hésita pas à prendre la défense de la Constitution, pour devancer l'illégalité de cette décision. Dans un communiqué, il déclara en avril 1975 : "... Dans son contenu et dans sa forme, ce parti est contre la Constitution iranienne et contre les droits de l'Homme (...). C'est ce système qui permet le pillage des richesses du pays en faveur des Capitalistes, des brigands et du colonialisme américain (...)... . L'intervention du Shah dans la gestion de l'Etat, en violation flagrante de la Loi constitutionnelle, signifie la renaissance de la réaction, le retour à la dictature la plus noire ; c'est anéantir la Constitution (...)".

Mais Khomeiny dénonçait également la fraction du "clergé" qui collaborait avec le régime sous le prétexte qu'il ne fallait pas intervenir dans les affaires politiques : "... Si vous ne vous occupez pas de la politique menée par les colonialistes, si vous considérez l'Islam comme des directives sur lesquelles vous ne faites que discuter et que vous respectez passivement, ils vous laisseront tranquilles. Vous pouvez prier tant que vous voulez. Eux, ils veulent votre pétrole, ils n'ont que faire de vos prières. Ils veulent nos gisements (...)".

Désormais, l'Université et la Mosquée, unifiant les religieux et les laïcs partirent en guerre contre le système despotique. Remplissant le vide créé par la liquidation de tous les partis et groupements laïques d'opposition, le shi'isme devenait encore une fois un facteur de rassemblement et d'unification des différents peuples et couches en Iran, dans le cours d'une lutte de libération nationale. Plus de 100.000 mosquées et Hosseiniehs à travers le pays se sont transformées en locaux de réunions et de discussions politiques. Les moyens de communication et de diffusion audio-visuelles les plus modernes (cassettes, téléphones, TV) ont été utilisés pour la première fois dans une révolution et à l'échelle de tout un pays. La guerre psychologique la plus efficace fut déclenchée contre l'armée et la police, et la grève générale la plus longue de l'histoire moderne fut organisée.

Toutefois, une remarque s'impose ici. S'il est vrai qu'il convient de ne pas sous-estimer le rôle des religieux dans les luttes de libération en Iran, il ne faut pas oublier non plus que le "clergé" dans son ensemble est plutôt favorable à la stabilité et qu'il n'est pas partisan résolu du changement, surtout lorsqu'il s'agit d'un changement radical. Chaque fois, que l'ensemble du "clergé" s'est mis en mouvement, il l'a fait sous l'impulsion de sa fraction progressiste et révolutionnaire, elle-même poussée par le mouvement populaire. De plus, il faut souligner qu'il y a eu et qu'il y a, surtout actuellement, des Ayatollahs, des mollahs et des organisations religieuses réactionnaires, qui ont joués jadis un rôle déterminant dans le maintien et le renforcement du régime despotique du Shah et qui s'efforcent aujourd'hui de monopoliser le pouvoir politique et religieux en Iran, en éliminant la fraction progressiste du "clergé", et en niant le véritable rôle du shi'isme dans les luttes politiques en Iran.

Nier que dans cette révolution (comme dans celle de 1906-1911), le shi'isme a représenté pour le peuple un instrument de combat pour la liberté et l'indépendance, c'est négliger l'un des fondements essentiels de la révolution iranienne. En utilisant le shi'isme dans leur lutte de libération, les masses opprimées de l'Iran ont voulu démontrer que leur Islam faisait partie intégrante de leur vécu ; en affirmant leur spécificité shi'ite, elles entendaient manifester qu'avant d'être musulmanes, elles vivaient sur le plateau iranien. Le shi'isme a été intériorisé par son intégration à la littérature et à la culture millénaire de l'Iran. Négliger ou nier l'importance de cette identité culturelle exprimée par la littérature, par la musique, et par la peinture iraniennes, reviendrait à rejeter cette culture populaire qui a constitué la base et la force du "clergé" progressiste shi'ite.

La révolution iranienne a été également l'expression du réveil de cette culture vécue, mystique et cachée ("la sacralisation des phénomènes sociaux"), qui ne pouvait disparaître avec l'occidentalisation du régime du Shah. La référence au "Towhid" a constitué, du point de vue idéologique, un des éléments moteurs de cette révolution. Il faut se rappeler que c'est aux cris de "Allah Akbar" (Dieu est grand) que les masses iraniennes se sont mises en mouvement. Elles exprimaient ainsi qu'elles ne voulaient reconnaître que l'"autorité" de Dieu. Par ailleurs, dans le cours de la révolution, les croyants ont mis en pratique le principe du "Chahadat" ("Chàhid" : martyr et "Chàhèd" : témoin, viennent tous deux de "Chàhadat") qui consiste à donner sa vie en témoignage de l'existence du Dieu Unique (Towhid). La conception "Towhidi" est opposée à toute idolâtrie et à toute réification des rapports humains. Les questions relatives à la divinité, à l'unicité de Dieu et au refus de la multiplicité ont été évoquées à travers les siècles par les philosophes, poètes et écrivains iraniens, notamment par les adeptes du Soufisme.

Il est clair que cette conception du "Towhid" n'est pas tout à fait celle des théoriciens shi'ites modernes comme Chariati ou Bani-Sadr. Toutefois, on ne peut ignorer l'existence de cette tradition,

ancrée depuis des siècles dans le vécu du peuple iranien, tradition fondée sur le subtil mélange des influences du Soufisme et du Shi'isme dans la culture populaire.

Cela dit, et pour conclure, ou bien l'idéologie de la révolution islamique permettra au "clergé" progressiste, aux intellectuels laïcs et aux déshérités de détruire les racines de l'ancien régime, et de réaliser les mots d'ordre de "Liberté" et de "Indépendance" dans une "République Islamique" - et pour cela ces forces devront s'unir et s'accepter dans leur diversité - ; ou bien le système despotique millénaire, avec son idéologie encore fortement ancrée dans l'inconscient collectif, et son appareil bureaucratique, récupérera la révolution et restaurera l'ancien système despotique à l'aide de la fraction réactionnaire du "clergé", qui fournira au nouveau despotisme sa "légitimité" religieuse.

En somme, la question qu'on pourrait se poser est celle de savoir dans quelle mesure le "clergé" shi'ite, qui a joué dans l'ensemble un rôle de "contre-pouvoir" grâce à son prestige et à son charisme, pourra continuer à jouer ce rôle dès lors qu'il se sera confondu avec la direction "temporelle" du pays.

